

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 27/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INTERSERVICES (godefroy)

1 rue de la chapelle
62223 Écurie

Références : 411-2025
Code AIOT : 0007006357

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/08/2025 dans l'établissement INTERSERVICES (godefroy) implanté 1 rue de la chapelle 62223 Écurie. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- vérification du respect de certaines prescriptions du titre 4 (partie Eau), des articles 9.3.4.1 et 9.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/04/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INTERSERVICES (godefroy)
- 1 rue de la chapelle 62223 Écurie
- Code AIOT : 0007006357

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis 1976, la société INTERSERVICES a développé plusieurs activités :

- l'entretien et la réparation de poids-lourds,
- le lavage de l'intérieur des citernes de transport : les citernes acceptées sur le site sont des citernes ayant transporté des produits pulvérulents, granulaires ou liquides à l'exclusion de toute substance dangereuse. Les lavages sont réalisés au moyen de têtes rotatives, de jets pression et d'additifs sélectionnés. La société effectue également le lavage de l'extérieur des citernes et des poids-lourds.

Les activités de la société INTERSERVICES sont réglementées par un arrêté préfectoral d'autorisation du 07 avril 2025.

Les horaires de travail pour l'activité de lavage de citernes ont lieu du lundi au vendredi de 05h à 22h ainsi que le samedi matin de 08h à 12h.

L'effectif de la société est d'environ 60 personnes.

NB : L'activité de transit et de transport de produits pulvérulents alimentaires ou agro-alimentaires exercée par la société INTERSERVICES est exclue du périmètre de l'installation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	PC3	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.1.3	Demande d'action corrective	3 mois
4	PC4	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	PC6	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.3.4	Demande d'action corrective	3 mois
11	PC11	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 9.4.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.1.1	Sans objet
2	PC2	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.1.2	Sans objet
5	PC5	Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.3.3	Sans objet

L'eau du réseau public est utilisée pour un usage domestique et pour le lavage des citernes routières.

L'approvisionnement en eau du site est muni d'un dispositif de comptage totalisateur.

L'installation d'un dispositif de comptage par poste (sous-compteurs pour les postes de lavage existant/ extension) est en cours d'étude.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Article 4.1.2 LIMITATION DES CONSOMMATIONS D'EAU POTABLE

La consommation d'eau annuelle de l'établissement est limitée à 25 000 m³.

L'exploitant étudiera les possibilités d'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site de lavage de citernes en vue de la réduction des prélèvements sur le réseau public d'eau potable, en particulier par la réutilisation de certaines eaux (eaux pluviales toitures et ruissellement sur voiries et parkings pré-traitées en provenance du site voire d'installations voisines, eaux industrielles de lavage du site préalablement traitées) pour les opérations de lavage qui le permettent (extérieur citernes et poids-lourds voire intérieur citernes non alimentaires).

Il adressera le rapport associé à cette étude à l'Inspection de l'environnement dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant met en place les mesures de limitation des usages de l'eau prescrites le cas échéant par l'arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département du pas-de-calais plaçant le bassin versant où prélève l'établissement au niveau de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sécheresse.

Constats :

Constats issus de l'inspection du 05/08/2025 :

La consommation d'eau du site pour l'année 2024 était de 15 057 m³ (dont 11 568 m³ pour la partie lavage).

La mise en place par l'exploitant de mesures d'optimisation de la consommation d'eau et de recyclage des effluents est en cours d'étude (utilisation des eaux pluviales dans le process de

lavage difficile à mettre en œuvre vu les premières analyses des eaux pluviales et les exigences des clients pour la qualité des eaux de lavage - 95 % des citernes lavées proviennent du secteur agroalimentaire, recyclage des eaux industrielles traitées vers les activités agricoles voisines,...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.1.3 PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes : clapet anti-retour, disconnecteur..., définis en concertation avec le gestionnaire du réseau d'alimentation en eau potable, sont installés afin d'isoler le réseau d'eau du site et pour éviter des retours de substances dans le réseau public de distribution.</p> <p>Le réseau interne d'eau potable doit également être protégé contre d'éventuels retours d'eau susceptibles d'être pollués (eau de toute partie du réseau affectée à un usage non alimentaire).</p> <p>Les dispositifs de protection en place sont repérés et dotés d'une signalétique adaptée ; ils font l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats issus de l'inspection du 05/08/2025 :</u></p> <p>Actuellement, il n'y a pas d'isolement entre le réseau d'eau du site et le réseau d'alimentation en eau.</p> <p>Par message électronique du 13/08/2025, l'exploitant nous a transmis un bon de commande signé le 11/04/2025 prévoyant l'installation par la société AMETHYS d'un clapet anti-retour pour la protection du réseau d'eau potable.</p> <p>Justifier l'installation effective du clapet anti-retour sous 3 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier l'installation du clapet anti-retour sous 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : PC4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Article 4.2.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eau (eau potable, eau incendie, eaux usées, eaux pluviales) et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'environnement et des Services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant d'assurer un isolement avec la distribution d'eau potable alimentaire...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, regards, postes de relevage, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne (débourbeur séparateur d'hydrocarbures, fosse de décantation,...) avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne, réseau collectif ou milieu naturel...).

Constats :

Constats issus de l'inspection du 05/08/2025 :

Le plan présenté en séance ne contient pas tous les éléments listés à l'article 4.2.2 (origine et distribution de l'eau, disconnecteur, vannes,...) et n'est pas à jour : l'extension réalisée sur le site n'est pas présente.

Fournir un plan des réseaux où figurent les éléments listés à l'article 4.2.2 sous 3 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fournir un plan des réseaux où figurent les éléments listés à l'article 4.2.2 sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : PC5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

<p>Article 4.3.3 Gestion des ouvrages : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT</p> <p>« Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement ou prétraitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>Les eaux industrielles sont dirigées vers la station d'épuration interne du site.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les eaux pluviales de ruissellement sur les toitures sont orientées vers les ouvrages d'infiltration du site.... »</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats issus de l'inspection du 05/08/2025 :</u></p> <p>Les différentes catégories d'effluents en provenance de l'installation INTERSERVICES sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - effluent n°1 : eaux domestiques constituées des eaux vannes, des eaux ménagères provenant des salles d'eau et locaux sociaux et de l'entretien des sols - effluent n°2 : eaux pluviales de ruissellement sur les toitures, voies de circulation et parkings - effluent n°3 : eaux industrielles issues du lavage des citernes et des poids-lourds (lavage intérieur / extérieur des citernes, lavage extérieur des poids-lourds) <p>Les eaux industrielles du site sont dirigées vers la station d'épuration du site (l'entretien de la station d'épuration fait l'objet d'un contrat avec un organisme).</p> <p>Les différentes eaux pluviales sont dirigées vers des bassins où elles sont infiltrées (les eaux pluviales de ruissellement sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures).</p> <p>Les 5 séparateurs d'hydrocarbures sont nettoyés une fois par an (vu le passage de la société Laflutte en juillet 2024 et le bordereau de suivi de déchets associé). Un nouveau passage de la société Laflutte était programmé le 06/08/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : PC6

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.4 ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de pré-traitement des eaux susceptibles d'être polluées sont vérifiés périodiquement, au minimum une</p>

fois par mois : état du point de rejet, qualité visuelle de l'effluent en sortie, test des alarmes sonores et visuelles équipant le cas échéant les fosses de décantation et les débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures..., et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adaptée (formation initiale et continue).

Les installations de pré-traitement : fosses de décantation, débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures doivent faire l'objet d'un nettoyage complet dès lors que le volume des boues atteint 2/3 de leur hauteur utile. L'opération doit comprendre la vidange des boues et des hydrocarbures, et aussi la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'attestation de conformité à la norme en vigueur, les fiches de suivi du nettoyage, ainsi que les bordereaux de traitement des déchets issus de l'opération de nettoyage sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'environnement.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition de l'Inspection de l'environnement.

Constats :

Constats issus de l'inspection du 05/08/2025 :

Monsieur GODEFROY est la personne responsable de la conduite des installations de traitement.

L'exploitant garde une trace dans un classeur des bons d'intervention des organismes réalisant différentes opérations de traitement (société Laflutte pour le nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures, société OVIVE pour l'entretien de la station d'épuration,...). Il n'existe toutefois pas de registre dédié pour tracer ces différentes opérations.

Le registre est à créer : tous les contrôles et opérations de nettoyage réalisés en interne devront aussi y figurer (nettoyage des bassins,...) ainsi que les éventuels incidents de fonctionnement de collecte, traitement ou rejet des eaux,...

La bassin associé au rejet R3 a besoin d'un nettoyage (boues présentes dans le fond du bassin).

Fournir le justificatif du nettoyage du bassin sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : PC7

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Article 4.3.5 Localisation des points de rejet

« ...Effluent C - Eaux industrielles

Les eaux industrielles sont collectées par des caniveaux situés au droit des pistes de lavage et dirigées vers une fosse, puis transférées pour traitement vers la station d'épuration interne au site. Après traitement par la station d'épuration, les effluents sont soit dirigés vers le réseau d'assainissement collectif, soit dirigés vers une unité de traitement de finition d'ultrafiltration à membranes puis rejetés au réseau communal des eaux pluviales qui les dirigent vers un fossé situé à l'extérieur de l'installation.

Point de rejet	N°6
Localisation	Nord de la parcelle cadastrale 55
Coordonnées Lambert 93	1. : 683251 m 2. : 7025546 m
Nature des effluents	Eaux de lavage des citernes et des poids-lourds
Exutoire du rejet	Exutoire A : Réseau communal des eaux pluviales, ou exutoire B : Réseau d'assainissement séparatif
Traitement avant rejet	Exutoire A : Station d'épuration biologique interne et Traitement d'ultrafiltration membranaire Exutoire B : Station d'épuration biologique interne
Milieu naturel récepteur final	Exutoire A : Fossé situé route de Sainte-Catherine à 100 mètres au Nord du site Exutoire B : la Scarpe, après traitement dans la STEP de Saint Laurent Blangy

..."

Constats :

Constats issus de l'inspection du 05/08/2025 :

Les eaux industrielles, constituées des eaux de lavage des citernes et des poids lourds, sont pompées vers la station d'épuration interne. Elles y subissent un traitement biologique puis transitent par un système de traitement de finition d'ultrafiltration par membranes avant d'être rejetées au réseau communal d'eaux pluviales. Celui-ci se rejette au milieu naturel dans un fossé situé à 100 mètres au Nord du site (exutoire A).

L'exploitant prévoyait le raccordement du rejet d'eaux industrielles au réseau communal d'assainissement collectif lorsque celui-ci serait créé (exutoire B).

En séance, l'exploitant indiquait que le réseau d'assainissement collectif était construit et qu'un

raccordement de l'installation était prévu courant septembre 2025 (la convention de déversement est quasi finalisée).
Les eaux industrielles seront ainsi traitées par la station d'épuration de Saint-Laurent-Blangy.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PC8

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 4.3.6

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Article 4.3.6 AUTORISATIONS DE DEVERSEMENT ET DE REJET

Une autorisation de déversement des eaux industrielles dans le réseau collectif doit être établie entre l'exploitant, la collectivité et, le cas échéant, le gestionnaire de la station d'épuration collective qui accueille ces eaux.

En application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des autorisations délivrées par la collectivité et par le gestionnaire de l'ouvrage de traitement collectif.

Constats :

Constats issus de l'inspection du 05/08/2025 :

La convention de déversement est en cours d'établissement en lien avec la Communauté Urbaine d'Arras.
Elle devrait être finalisée courant septembre.
Transmettre la convention de déversement des eaux industrielles dans le réseau collectif à l'Inspection dès sa finalisation (délai 3 mois).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre la convention de déversement des eaux industrielles dans le réseau collectif à l'Inspection dès sa finalisation (délai 3 mois).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PC9

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 9.3.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance EP

Prescription contrôlée :

Article 9.3.4.1 Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des eaux pluviales

« La qualité des eaux pluviales de ruissellement sur toitures, voiries et parking fait l'objet de mesures de surveillance au moins une fois par an en sortie des ouvrages de traitement. Les mesures portent sur les paramètres polluants visés dans le tableau de l'article 4.3.12.... »

Constats :

Constats issus de l'inspection du 05/08/2025 :

Les premières mesures de surveillance des eaux pluviales sont prévues pour la fin de l'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : PC10

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 9.3.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance eaux industrielles

Prescription contrôlée :

Article 9.3.4.2 Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des effluents issus du lavage des citernes

La qualité des effluents issus du lavage des citernes routières et des poids-lourds fait l'objet de mesures de surveillance au point de rejet au réseau collectif, en aval du pré-traitement, dans les conditions précisées ci-dessous.

PARAMETRES	FREQUENCES
Volume	Journalière
Débit	En continu
Température	En continu
pH	En continu
MES	Hebdomadaire

DCO	Hebdomadaire
DBO ₅	Hebdomadaire
Azote Global	Hebdomadaire
Phosphore total	Hebdomadaire

Le prélèvement sera réalisé dans des conditions représentatives de la qualité du rejet après traitement ; il sera constitué de plusieurs échantillons prélevés de manière automatique et proportionnelle au débit sur une durée de 24h. Les prélèvements sont conservés à une température réfrigérée de 4°C jusqu'à la réalisation des analyses.

Les dispositions de l'article 9.2.2 relatives au calage de l'auto surveillance sont applicables à ce rejet ;

les mesures comparatives sont réalisées au moins une fois par an sur l'ensemble des paramètres visés ci-dessus.

Constats :

Constats issus de l'inspection du 05/08/2025 :

Les paramètres (débit, température, pH) peuvent être lus en continu.

Le rejet des eaux industrielles fait l'objet d'une autosurveillance hebdomadaire pour les paramètres suivants : MES, DCO, DBO₅, matières grasses, azote global et phosphore total. Les différents paramètres respectent les valeurs limites fixées à l'article 4.3.1 (vu les résultats pour les mois de juin et juillet 2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : PC11

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2025, article 9.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, transmission atosurveillance

Prescription contrôlée :

Article 9.4.2 ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DES MESURES

Les résultats des analyses sur les rejets aqueux prescrites aux articles 9.3.4 et réalisées au cours du mois N sont renseignés sur le site de télé déclaration (GIDAF) du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois N+1,

avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées et l'indication des délais de mise en œuvre, dans les champs prévus à cet effet dans le logiciel.

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant transmet à l'Inspection de l'environnement les résultats de toutes les mesures réalisées en application du présent titre, hors résultats relatifs aux rejets aqueux visés ci-dessus, au plus tard dans le mois suivant la date à laquelle ils ont été portés à sa connaissance. Les transmissions traitent au minimum de l'interprétation des résultats ; elles doivent être accompagnées de commentaires sur le respect des dispositions du présent arrêté et, en tant que de besoin, de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

Constats issus de l'inspection du 05/08/2025 :

Les résultats de l'autosurveillance hebdomadaire du rejet des eaux industrielles n'avaient pas été transmis via le site GIDAF.

Par message électronique du 11/08/2025, l'exploitant nous transmettait les résultats d'autosurveillance des mois de juin et juillet 2025.

L'Inspection a rappelé à l'exploitant de remplir chaque mois les résultats de l'autosurveillance des eaux industrielles dans GIDAF.

Vu la transmission dans GIDAF des résultats des 3 campagnes de mesures PFAS pour 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remplir chaque mois les résultats de l'autosurveillance des eaux industrielles dans GIDAF.

Remplir les résultats d'autosurveillance des eaux pluviales dans le mois N+1 après réalisation dans GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois